

Communiqué de presse

## **G20 agricole : les voix de la société civile seront-elles entendues ?**

**Paris, le jeudi 12 mai 2011 – La société civile a enfin pu faire entendre ses positions et propositions à la réunion préparatoire du sommet des Ministres du G20 agricole. Les ONG membres de la commission Agriculture et Alimentation de Coordination SUD considèrent cette avancée comme positive, mais alertent contre la tendance du G20 à ne pas suffisamment œuvrer contre les causes profondes de l'insécurité alimentaire.**

Alors que 925 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde et que la fluctuation des marchés agricoles présente toujours un risque pour la sécurité alimentaire, les *sherpas* préparaient, hier et ce matin à Paris, la rencontre des Ministres de l'agriculture les 22 et 23 juin. Un G20 agricole annoncé par Bruno Le Maire et Nicolas Sarkozy comme capital pour éviter de nouvelles crises alimentaires majeures.

Après d'âpres négociations, le CCFD-Terre solidaire, Oxfam France, et Peuples solidaires, membres de la commission Agriculture et Alimentation de Coordination SUD, ont obtenu que cinq représentant-e-s d'organisations paysannes, de mouvements sociaux et d'ONG d'Afrique, d'Amérique latine et d'Europe, puissent rencontrer les négociateurs et faire entendre leurs positions. Ils ont notamment souligné la nécessité de soutenir l'agriculture paysanne et familiale, l'influence des agrocarburants sur l'augmentation des prix de la nourriture, et l'effet néfaste des accaparements de terre sur la souveraineté alimentaire, des points pourtant peu discutés lors des sommets.

**« Même s'il reste très mesuré, ce geste d'ouverture du G20 agricole à la société civile nous a permis d'alerter les négociateurs sur la nécessité de renforcer et mieux coordonner les stocks alimentaires nationaux et régionaux afin de contrôler les fluctuations des prix agricoles. C'est une solution qui sera moins coûteuse que d'autres propositions étudiées, et permettra d'agir au plus près et au bénéfice des producteurs et des consommateurs. Les négociateurs du G20 doivent changer de direction d'ici le mois de juin, et avant le Sommet du G20 de novembre, adopter des mesures qui permettront vraiment de lutter contre l'insécurité alimentaire »** déclare Ivan Polanco, coordinateur de l'ANEC<sup>1</sup>.

« Les membres du G20 ne semblent pas encore prêts à mettre sur la table les moyens financiers et techniques qui permettraient de soutenir l'agriculture paysanne et familiale, afin de mieux protéger celles et ceux qui souffrent des crises alimentaires. Le G20 devrait mettre fin à un système agricole mondial actuel qui favorise les grandes exploitations compétitives sur les marchés internationaux, au détriment des populations rurales des pays du Sud » ajoute Ibrahim Coulibaly, Président de la CNOP - Mali<sup>2</sup>.

**Les organisations de la société civile déplorent le manque d'ambition actuel du G20 agricole et exhortent ses membres à passer à l'action pour enrayer la spéculation sur les denrées agricoles et alimentaires et soutenir l'agriculture paysanne.** Elles les appellent également à veiller à la cohérence de leurs actions, en inscrivant les initiatives du G20 dans le processus onusien engagé avec le partenariat mondial pour l'alimentation à la FAO, auquel ils peuvent apporter leur poids de grandes puissances agricoles mondiales.

<sup>1</sup> Association mexicaine de producteurs ruraux

<sup>2</sup> Coordination nationale des organisations paysannes du Mali



Voir le document de position Coordination SUD – AMCP pour la présidence française des G8 et G20 : <http://coordinationsud.org/G8-G20-Dans-un-monde-en-crise>

\*\*\*\*\*

**Contact presse**

Aude Lefebvre, [lefebvre@coordinationsud.org](mailto:lefebvre@coordinationsud.org), 01 44 72 03 78